

Insécurité environnementale et résolution des conflits au Mozambique



1999-06-18

Lois Sweet

[Photo-légende : Clôture électrifiée d'un enclos pour éléphants au Mozambique.]

Situé sur le littoral oriental de l'Afrique australe, le Mozambique est un pays d'une beauté inouïe. Avant le début de la guerre civile en 1975, ses plages spectaculaires et immaculées étaient une destination très prisée des touristes européens et sud-africains. Mais lorsque l'accord de paix fut enfin conclu en 1992, des mines terrestres couvraient toute la campagne et la majeure partie de l'infrastructure avait été détruite.

Aujourd'hui, les Mozambicains s'acharnent à rebâtir leur pays. L'écotourisme représente l'une des activités qui pourraient contribuer au progrès économique. Mais cette industrie risque par ailleurs de menacer la survie et le gagne-pain des communautés indigènes, à moins que les groupes les plus directement touchés soient amenés à participer à la mise sur pied et au développement de cette industrie.

Écotourisme

Pour participer utilement à des projets d'écotourisme, les Mozambicains ont besoin d'acquérir le savoir voulu pour être capables de négocier sur un pied d'égalité avec les promoteurs, de se sensibiliser à leurs droits fonciers, de connaître leurs ressources naturelles, et de se doter de puissantes institutions locales. Mais satisfaire ces besoins présente d'énormes défis pour des gens aux prises avec la misère, la dévastation issue d'années d'incessants combats, et des taux d'analphabétisme d'environ 60 %.

En outre, *les gens n'ont aucune expérience du tourisme*, explique Mateus Muthemba, agent de projet auprès d'[Helvetas](#), une ONG suisse active sur le terrain. *Pour eux, le tourisme est une affaire de blancs, et ils s'en inquiètent parce que, dans leur expérience culturelle, cela ne leur a jamais été... particulièrement bénéfique. Du fait de leurs liens étroits avec l'Afrique du Sud, ils savent que certains ont perdu leur terre à cause du tourisme et n'ont pas toujours été compensés.*

Initiative quinquennale

Muthemba travaille, pour Helvetas, au projet *Environmental Insecurity and Conflict Resolution* (Insécurité environnementale et résolution des conflits). Cette initiative quinquennale — appuyée durant ses premières étapes par l'initiative de programme *Consolidation de la paix Reconstruction*, du Centre de recherches pour le développement international — est axée sur les collectivités locales du district de Matutuine, lequel est situé entre la rade de Maputo, la frontière sud-africaine, l'océan Indien, et le fleuve Maputo. Quelque 3 500 familles, soit 15 000 personnes, vivent dans cette région.

Une fois la paix conclue, et sans en informer les gens de la région ou solliciter leur participation, le gouvernement du Mozambique a accordé à un investisseur américain des droits exclusifs de développement touristique sur une superficie de 235 000 hectares qui leur appartenaient pourtant. Pour sa part, l'investisseur n'a pas divulgué ses plans aux collectivités locales. Naturellement, les gens de la région ont commencé à s'inquiéter.

Clôture électrifiée

Mais l'inquiétude s'est transformée en crainte véritable lorsqu'ils ont vu la *Elephant Coast Company* ériger une clôture électrifiée de 24 kilomètres. Celle-ci représente l'amorce d'un enclos pour une réserve d'éléphants, qui est apparemment au coeur de ce projet. À présent, avec cette clôture qui entrave leurs migrations, les éléphants détruisent régulièrement les maisons et saccagent et dévorent les récoltes des paysans.

Faute d'informations qui pourraient les rassurer, les populations locales s'inquiètent de la possibilité que d'autres grands animaux — lions, léopards, rhinocéros, buffles, etc. — également dérangés par le projet, se dirigent eux aussi vers leurs terres. Ces gens n'ont pas de tradition de coexistence avec ces bêtes, et ils ne tiennent pas exactement à être obligés à commencer à apprendre à le faire. *Le développement de la région peut entraîner des conflits, et il nous faut apprendre à y faire face*, affirme Muthemba. *Dans notre vision des choses, il faut habiliter la collectivité afin que les gens s'impliquent dans les processus de prises de décisions.*

Réunions communautaires

À cette fin, Muthemba et ses collègues se réunissent avec les collectivités pour expliquer le projet d'édification de la paix et discuter de la problématique du développement. Dans le cadre d'une démarche très fortement consultative, l'équipe du projet informe les habitants quant à la nature et à la portée des développements proposés et à leurs droits sur la terre et les ressources naturelles dans le contexte de la nouvelle législation agraire du Mozambique, introduite l'an dernier. Des membres de l'équipe aident également les localités intéressées à délimiter et à faire homologuer les limites de leur territoire en vertu des dispositions juridiques.

Depuis que le projet a commencé en 1998, des cartes couleur du district de Matutuine ont été tracées pour montrer les endroits où des intérêts fonciers divergents sont en conflit. (Symboliquement, les zones en rouge représentent les lieux où les conflits sont potentiellement aigus, les zones en jaune indiquent une intensité moyenne, le blanc révèle l'absence de différends, et le vert représente les réserves.) Ces cartes illustrent également la variété d'utilisations que chaque collectivité fait de ses terres — à des fins sacrées, communautaires, et agricoles — et montre les lieux où se déroulent ces activités.

Projets commerciaux

En outre, le chef de projet collabore avec chaque collectivité pour aider les habitants à identifier et à élaborer une série de projets commerciaux, basés sur l'exploitation des ressources naturelles, mais d'inspiration écologique, donc viables sur le plan de l'environnement, et susceptibles d'apporter à la collectivité tout entière un maximum d'avantages. C'est dans le cadre de réunions communautaires que les travailleurs du projet introduisent le sujet de l'écotourisme pour discussion. Ils en parlent comme d'une relation, ou d'une façon d'intégrer la culture locale avec les ressources naturelles d'une manière viable et durable — autrement dit, de développer une région en s'inspirant des principes de la conservation. Lorsqu'on leur présente la chose en ces termes, les gens n'ont pas de difficulté à épouser le concept.

Je souhaite ce genre de tourisme parce que la vie est dure pour moi-même et pour ma famille, déclare Satanca Jorge Noante, agriculteur de son état. J'ai huit personnes à nourrir et j'aimerais avoir du travail. Quant à ma famille, elle aimerait bien ne pas être si isolée. Si l'écotourisme peut nous apporter du travail, améliorer l'état des routes et entraîner la création d'hôpitaux, alors ce serait une bonne chose.

Processus à long terme

Muthemba estime que de tels avantages peuvent effectivement être atteints, mais seulement par le biais d'une participation communautaire au processus de prises de décisions. Et cela, admet-il volontiers, suppose un processus à long terme.

Mais nous en faisons l'expérience, conclut-il. Nous sommes les premiers [au Mozambique] à s'attaquer à une problématique aussi capitale, et le défi énorme. Nous espérons établir un exemple de ce qui est faisable.

Lois Sweet est rédactrice en chef (anglais) pour les Affaires publiques au CRDI. (Photo : L. Sweet)

[Projet de référence du CRDI # 978920]

Renseignements :

Luis Diniz, chef d'équipe, Helvetas Mocambique, Av. Ahmed Sékou Touré 637, Maputo, Mozambique ; courrier électronique : helmoz@zebra.uem.mz

Wardie Leppan, premier spécialiste de programme, Bureau régional pour l'Afrique du Sud, Centre de recherches pour le développement international, B.P. 477, Wits, 2050, Afrique du Sud ; tél. : (27-11) 403-3952 ; télécopie : (27-11) 403-1417 ; courrier électronique : WLeppan@idrc.org.za

Des liens à explorer...

[De nouvelles approches de la gestion des conflits sur les ressources naturelles](#), par John Eberlee.

[La création d'entreprises écologiques dans la Réserve de la biosphère maya](#), par Kevin Conway.